


En quelques Clics

Le Centre de documentation vous informe !

n° 144, 25 septembre 2014


Pour accéder aux documents, cliquer sur 

Au fil de la semaine...

Cohésion territoriale

• Villes, périurbain, rural : quels sont les territoires les moins favorisés ?

Centre d'observation de la société – Compas, 17 septembre 2014.


« Entre la ville, l'habitat périurbain ou rural, où les niveaux de vie sont-ils les plus élevés ? Longtemps, la richesse des villes a attiré les populations démunies de la campagne, et entraîné un phénomène qualifié d'exode rural. La division de l'espace est devenue plus complexe, notamment du fait de l'étalement urbain. Les banlieues des villes se sont étendue du fait de l'essor de l'habitat pavillonnaire périurbain. » 

Collectivités territoriales

• Le partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Jean-Marie Pontier.

AJDA, n° 30, septembre 2014. pp. 1694-1700.

« Le partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales repose sur la conjonction d'une volonté de coopération du premier et des secondes. Il adopte des formes juridiques variées qui vont de la participation à l'existence ou/et au fonctionnement d'une autre personne morale à une contractualisation généralisée et plus ou moins prononcée. Ce partenariat reste à réinventer car, outre que les conduites pratiquées ne correspondent pas nécessairement aux intentions affichées, il se heurte à des difficultés objectives. » 

Economie sociale et solidaire

• Le développement des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE).


Deuxième journée nationale des PTCE, vendredi 19 septembre 2014. Secrétariat d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire.

>> [Discours](#) ; [communiqué de presse](#) ; [dossier de presse](#) 

Enseignement - Education

• Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche - Édition 2014.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. 2014. 437 p.


Décliné en plus de 180 thématiques, RERS 2014 rassemble toute l'information statistique disponible sur le système éducatif et de recherche français, en apportant des éclairages nouveaux en fonction de l'actualité et des derniers résultats d'études. 

• Le retard scolaire à l'entrée en 6e : plus fréquent dans les territoires les plus défavorisés.

Insee ; Brigitte Baccaïni ; Benoît de Lapasse ; François Lebeaupin ; DEPP ; Olivier Monso.

Insee Première, n° 1512, septembre 2014. 4 p.


Parmi les élèves ayant fait leur première rentrée en classe de 6e en septembre 2011, 12,3 % accusent un retard scolaire d'au moins un an. La probabilité d'être en retard pour un élève varie fortement selon ses caractéristiques sociodémographiques (sexe, nationalité...) et celles de sa famille (profession des parents). Elle varie également sensiblement selon l'environnement géographique, à différentes échelles. Au sein des académies, des communes ou encore du voisinage très proche des enfants, les retards scolaires sont les plus fréquents dans les territoires marqués par la plus forte précarité économique et sociale des habitants. Le risque de

retard scolaire est lié significativement aux caractéristiques du voisinage, au-delà des seules caractéristiques des élèves. 

Habitat et logement

• Rapport public 2013 de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos)

Miilos, septembre 2014, 148 p.


Ce rapport public développe, sur la base de constats relevés dans 144 rapports définitifs, cinq thématiques principales : la pratique de la gouvernance des organismes de logement social, la gestion locative sociale et la qualité du service rendu aux locataires, la stratégie patrimoniale des organismes, la comptabilité et la situation financières de ces derniers, et enfin, une analyse de la structure (et de la restructuration) du secteur HLM. 

Indicateurs

• Quels indicateurs pour mesurer la qualité de la croissance ?

France Stratégie ; Géraldine Ducos.

Note Analyse, septembre 2014. 12 p.

Dans la lignée des conclusions de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure du progrès social, cette note propose sept indicateurs susceptibles d'accompagner le PIB dans un tableau de bord de la qualité de la croissance française : l'évolution des stocks d'actifs productifs rapportés au PIB ; la proportion de titulaires d'un diplôme supérieur au brevet des collèges ; la proportion artificialisée du territoire ; l'empreinte carbone française annuelle ; le rapport entre les revenus détenus par le cinquième le plus riche de la population et ceux détenus par le cinquième le plus pauvre ; la dette publique nette rapportée au PIB ; enfin, la dette extérieure nette rapportée au PIB. Parce qu'ils représentent de véritables choix de société, ces sept indicateurs devront faire l'objet d'un débat public. 

Métropole

• Ile-de-France. Les défis d'une région métropolitaine.

Gérard Lacoste ; Isabelle Fabre ;

Léo Fauconnet et al.

Urbanisme, hors-série, n° 49, sept. 2014. 74 p.

Alors que la rentrée est placée sous le signe de la réforme territoriale, ce numéro contribue au débat en se centrant sur le laboratoire politico-institutionnel que constitue la région Ile-de-France. La région devra relever deux défis. Le premier concerne toutes les régions, c'est celui de la reconnaissance institutionnelle des métropoles. Le second est celui de l'aménagement du territoire et de la planification stratégique qui l'accompagne.


>> [Document en prêt au Centre de documentation](#)

Mutations économiques

• Services et vulnérabilité des territoires traditionnellement industriels : la spécialisation tertiaire des zones d'emploi haut-normandes.

Hugues Jennequin ; El Mouhoub Mouhoud.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 2, 2014. pp. 315-363.

Cet article analyse la situation de la Haute-Normandie, industrialisée et affectée par la crise, et étudie la spécialisation en services de ses zones d'emploi en s'appuyant sur une typologie récente des services. Des atouts apparaissent...mais trois angles de vulnérabilité potentielle sont néanmoins préoccupants : un poids significatif des services collectifs dans un contexte national de redistribution géographique ; une faible part des services cognitifs ; la spécialisation dans les services les plus volatils de la zone la plus industrialisée (Vallée de la Bresle) 

Questions sociales

• Dix ans de politiques de diversité : quel bilan ?

Institut Montaigne ; Jean-Louis Chaussade.
Septembre 2014. 112 p.

En 2004, le rapport de l'Institut Montaigne "Les oubliés de l'égalité des chances" dressait un constat sévère sur l'exclusion et la discrimination dont étaient victimes les personnes issues de la diversité. Dix ans après la publication de ce travail et la création de la Charte de la diversité, quel bilan tirer des politiques de lutte contre les discriminations mises en œuvre en France ?

• En 2014, le soutien à l'Etat-Providence vacille.

Crédoc ; Régis Bigot ; Emilie Daudey ; Sandra Hoibian
Note de synthèse, n° 1, septembre 2014.

L'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre que depuis 2008, une crainte se développe quant aux effets déresponsabilisants des politiques sociales, à tel point que le soutien à l'Etat-Providence vacille. Cette situation est atypique car, habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis.

Réforme territoriale

• Paris, Lyon, Marseille, les régions, face aux métropoles ou tout contre l'Etat ?

Daniel Behar ; Philippe Estèbe.

Urbanisme, hors-série, n° 49, septembre 2014. pp. 19-21.

Le projet de loi portant une nouvelle organisation territoriale de la République modifie profondément les compétences des régions et des départements au profit des premières. Précédemment, la loi MAPTAM a conforté les métropoles, notamment celles de Paris, Lyon et Marseille qui seront dotées dès 2016 d'un statut et de compétences spécifiques. Alors qu'un autre projet de loi prévoit une nouvelle carte des régions, il apparaît nécessaire de repenser radicalement les relations régions-métropoles.

• Le département, futur représentant du périurbain ?

Éric Charmes ; Arie Fitria.

Métropolitiques, septembre 2014. 5 p.

L'avenir des conseils généraux est largement débattu. Si la réforme engagée doit répondre aux transformations des territoires français, les départements pourraient être au périurbain ce que les futures métropoles seront aux villes. Illustration à partir du cas du Rhône et de la métropole de Lyon.

Urbain

• Comment créer de la valeur en ville, pour la ville ?

La Fabrique de la cité.

Séminaire de Lille, septembre 2014. 12 p.

Quels sont les ressorts de création de valeur sur lesquels des villes comme Saint-Etienne, Lille, Bilbao, Turin, Leipzig, Sheffield ou Belfast peuvent s'appuyer ? Quels relais de croissance peuvent-elles mobiliser, étant entendu que chacune dispose d'atouts propres liés à son environnement géographique, aux caractéristiques de sa population et à son terroir économique et entrepreneurial ? C'est à ces questions que La Fabrique de la Cité entend répondre à travers le partenariat initié avec la London School of Economics

• L'urbanité de l'agriculture.

CGEDD ; Ariella MASBOUNGI.

Actes des « Matinées du CGEDD », le 25 juin 2014, Paris.

« Du fait du développement des villes, les espaces agricoles sous influence urbaine ne cessent de croître en France comme dans le monde. Au-delà de leur fonction alimentaire essentielle, ils sont également porteurs d'une dimension économique, sociale, culturelle et récréative dont les habitants des villes ont besoin. Ces espaces sont pourtant en danger car perçus comme « du vide » disponible pour l'expansion urbaine. Conforter l'agriculture urbaine afin qu'elle remplisse sa fonction première tout en contribuant à l'instauration d'un mode de vie des urbains plus harmonieux, s'impose donc comme une nécessité ... »

Union européenne

• Sur le chemin de l'innovation et de la croissance verte.

Inforegio Panorama, n° 50, septembre 2014. pp. 8-13.

« La dernière analyse des performances publiée par la Commission dans son sixième rapport sur la cohésion démontre que la politique de cohésion atténue nettement l'impact de la crise économique grâce au maintien des investissements publics et à l'aide à la création d'entreprises. La politique de cohésion est aussi devenue le principal instrument paneuropéen utilisé pour accroître les investissements dans l'efficacité énergétique, la création d'emplois et l'aide aux PME. »

• La nouvelle politique de l'UE en matière d'infrastructures des transports.

Commission européenne. Communiqué de presse, 11 septembre 2014. 10 p.

La nouvelle politique de l'UE en matière d'infrastructures mettra en place un réseau européen de transport étendu dans l'ensemble des 28 États membres qui servira de tremplin à la croissance et à la compétitivité. Cette politique permettra de relier l'est avec l'ouest et de remplacer l'actuelle mosaïque de voies de communication par un réseau véritablement européen.

• Consultation publique relative à la stratégie Europe 2020.

Commission européenne. Questionnaire de contribution en ligne, septembre 2014.

La Commission européenne organise jusqu'au 31 octobre 2014 une consultation publique sur la révision à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 pour en dresser le bilan et préparer son réexamen au printemps 2015. Ouverte à tous depuis le 5 mai 2014, cette consultation permettra de tirer les enseignements des quatre premières années de la stratégie Europe 2020, marquées par la crise de la croissance et de l'emploi en Europe. Lancée en mars 2010, cette stratégie œuvre pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Le carré législatif

• Circulaire n° 5737/SG du 16 septembre 2014 relative à la préparation de la feuille de route gouvernementale en matière de réforme de l'État et de simplification.

• Circulaire du 12 septembre 2014 relative à la méthode de travail du Gouvernement.

• Décret n° 2014-1077 du 22 septembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Nantes Métropole ».

• Décret n° 2014-1078 du 22 septembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Toulouse Métropole ».

• Décret n° 2014-1079 du 22 septembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Brest Métropole ».

• Décret n° 2014-1056 du 16 septembre 2014 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services.

• Décret n° 2014-1048 du 15 septembre 2014 modifiant le décret n° 2009-37 du 12 janvier 2009 relatif à la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services.

• Décret n° 2014-1034 du 11 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité.

• Arrêté du 18 septembre 2014 portant désignation des préfets coordonnateurs pour les programmes de coopération territoriale européenne transfrontaliers et transnationaux et de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage.

• Arrêté du 15 septembre 2014 portant approbation du règlement général de l'Anru relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'Anru des contrats de ville et des protocoles de préfiguration des projets.

• Convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires entre l'État et la Caisse des dépôts 2014-2020.

• Étude « Les contrats de partenariat, une forme de partenariat public-privé. Étude de législation comparée ». Sénat. Direction de l'initiative parlementaire et des délégations. Publication : septembre 2014. 39 p.

Outils

• Gouvernement.fr

Cinq ans après la précédente version, le Gouvernement lance un nouveau site « Gouvernement.fr ». Accessibilité, ergonomie de navigation et possibilités de partage, telles sont les qualités recherchées dans cette nouvelle version mise en ligne le 23 septembre.

• Un nouveau site Internet pour l'éducation prioritaire.

La refonte de l'éducation prioritaire accorde une grande importance aux pratiques pédagogiques et éducatives mises en œuvre quotidiennement au sein des classes, individuellement et collectivement. Pour accompagner et soutenir la mobilisation nécessaire autour de ces questions, le site national de l'éducation prioritaire a été repensé.